

Le Conseil de sécurité rappelle Israël à ses obligations qui lui imposent de ne pas détruire d'habitations

19 mai – Condamnant la mort de civils palestiniens tués dans la zone de Rafah, le Conseil de sécurité a adopté ce soir une résolution invitant Israël à respecter les obligations que lui impose le droit humanitaire international et à ne pas se livrer aux destructions d'habitations.

Se disant, dans le préambule du texte [adopté](#) aujourd'hui par 14 voix pour, les Etats-Unis s'étant abstenus, « gravement préoccupé par la destruction d'habitations à laquelle s'est récemment livrée Israël, puissance occupante, dans le camp de réfugiés de Rafah », il demande à Israël de mettre fin à ces destructions qui sont contraires au droit humanitaire international.

Le Conseil, dans le même texte, se déclare gravement préoccupé par la situation humanitaire des Palestiniens privés de leurs abris dans la zone de Rafah et lance un appel afin qu'une aide d'urgence leur soit fournie.

L'Observateur de la Palestine, Nasser Al-Kidwa, répondant à la presse à la sortie du Conseil de sécurité a exprimé sa satisfaction, déclarant que, même s'il s'agissait d'une « résolution minimale », elle n'en comportait pas moins des aspects juridiques importants. Il a réfuté l'argumentation israélienne alléguant de contrebande d'armes acheminée depuis l'Egypte par des tunnels creusés débouchant dans Rafah. « C'est une invention », a-t-il affirmé.

Quant à l'ambassadeur d'Israël, il a regretté que le Conseil de sécurité se soit rangé « une fois de plus du côté des terroristes », affirmant qu'Israël n'était pas en guerre contre le peuple palestinien » mais qu'aucune résolution ne contraindrait son pays à arrêter ce qu'il avait entrepris pour stopper l'entrée d'armes à Gaza, devenu « les portes de l'enfer » pour les Israéliens.

Plus tôt dans la journée, le Secrétaire général, également interrogé par la presse, se référait à sa déclaration sur la question, indiquait son extrême inquiétude quant à l'évolution de la situation à Rafah et précisait avoir été en contact à ce sujet avec le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell, la Conseillère pour la sécurité intérieure, Condoleezza Rice et avoir également eu une conversation au téléphone avec le Président Arafat.

Il a indiqué avoir continué à réclamer l'aide de la communauté internationale au cours du déjeuner qu'il avait partagé avec le Conseil de sécurité, soulignant que "des civils étaient menacés et que, lors de l'attaque de ce matin, un grand nombre de femmes et d'enfants avaient été tués".